

L'homme qui choisit de travailler plus longtemps pour gagner un revenu plus que suffisant pour ses besoins fondamentaux, préfère certains biens supplémentaires ou des services pour ses loisirs et des activités qu'il pourrait accomplir au cours des heures où il n'est pas possible de travailler ; tandis que l'homme qui choisit de ne pas travailler en heures supplémentaires préfère des activités de loisirs aux biens supplémentaires ou aux services qu'il pourrait acquérir en travaillant plus. Compte tenu de ceci, s'il était illégitime pour un système d'impôts de saisir une partie des loisirs d'un homme (les travaux forcés) dans le but de rendre service à ceux qui sont dans le besoin, comment peut-il être légitime pour un système d'impôts de se saisir des biens d'un homme pour ce même dessein ? Pourquoi devrions-nous traiter cet homme, dont le bonheur requiert certains besoins matériels ou services, de façon différente d'un homme dont les préférences et les désirs ne rendent pas nécessaires de tels biens pour son bonheur ? Pourquoi l'homme qui préfère voir un film (et qui doit gagner l'argent pour se payer le billet d'entrée) devrait-il être ouvert à l'appel requis pour aider les nécessiteux, alors que la personne qui préfère regarder le coucher du soleil (et donc n'a aucun besoin de gagner de l'argent supplémentaire) ne l'est pas ? En vérité, n'est-il pas surprenant que les gens qui font la redistribution choisissent de laisser de côté l'homme dont les loisirs peuvent être atteints avec tant de facilité, sans faire d'heures supplémentaires, alors qu'ils ajoutent encore un poids supplémentaire au malheureux qui doit travailler pour ses plaisirs ? Si on devait s'attendre à quelque chose, on se serait plutôt attendu à l'inverse. Pourquoi est-ce la personne dont le désir relève de la non-matérialité et de la non-consommation, qui a la permission d'avancer sans être gênée dans ses choix les plus prisés, alors que l'homme dont les plaisirs et les désirs impliquent des choses matérielles, et qui doit travailler pour gagner de l'argent supplémentaire (servant de cette façon celui qui considère son activité comme assez valable pour le payer) est contraint dans ce qu'il est en mesure de réaliser ? Peut-être n'y a-t-il pas de différence en principe. Et peut-être que certains pensent que la réponse concerne simplement le confort de l'administration. (Ces questions et ces solutions ne troubleront pas ceux qui pensent que les travaux forcés pour servir les nécessiteux ou pour réaliser un modèle préféré d'État considéré comme fin est acceptable.)

R. Nozick, *Anarchie, État et Utopie*, p. 212-213.